L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 12 FEVRIER 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
Imprimeurs-Gérants - Directeurs.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, 0.00; par semestre, 0.00; par trimestre, 0.00.
Prix d'un numéro ordinaire, 10 centimes.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, 0.00; par semestre, 0.00.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces judiciaires, placées à tour de rôle dans un 32 verso partie du journal, paieront 0.00 la ligne pour la première insertion, et 0.00 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces judiciaires de la page éditoriale paieront 0.00 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces en noir, dans la page éditoriale, paieront 0.00 pour le carré par mois.

Les annonces étrangères ne seront insérées que moyennant argent, par les prix indiqués ci-dessus pour les annonces judiciaires, le nécessaire qu'il n'en soit autrement averti par écrit (ce qui n'est pas souvent le cas). Les annonces en blanc, ou compacte sans cet, ont été imprimées à 0.00 pour cent.

Toutes les réclames d'auteur ou d'affaires paieront 20 cents total la ligne pour chaque insertion.

Toutes annonces inscrites ne doit être payée d'avance.

Les pompes des pompes sont annoncées gratuitement, à la condition d'être avisé à temps pour changer à propos.

Les annonces inscrites ne doit être payée d'avance.

Les annonces inscrites ne doit être payée d'avance.

NOUVELLE-ORLEANS,
MARDI, 12 FEVRIER 1867.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page anglaise.

A VENDRE A L'ESCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'usage, voir aux annonces.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—trois terrains situés dans le Premier District dans l'Ilot borné par les rues Ste-Malvinaire, St-Mary, Gravier et Perdido, avec toutes les bâtisses et améliorations, étoile dans le faubourg Franklin, dans l'Ilot borné par les rues Urquhart, Masigna, Morales et Avenue Washington—un terrain avec les améliorations qui s'y trouvent, situé dans le faubourg Washington, Troisième District de cette ville, borné par la rue Magnolia, terrain dans le faubourg Franklin, même District, et dans la même ligne.

Par H. Roger & Co—à leurs salles d'encan, vente sans réserve de marchandises sèches étrangères et américaines.

Par Vincent & Co—à leur salle d'encan, trois cents rouleaux de nattes.

Par la même—au No 16 de la rue de Chartres, marchandises sèches, nattes et tapis.

Par Fortehl & Spence—à leur salle d'encan, marchandises étrangères et américaines.

Par J. P. Boisson—au 5 et 11 de la rue de la Gravier, jambons, lonnards, lard, saindoux, vins, &c.

Par Hola, Bloham & Co—au No 33 de la rue Bienville, marchandises sèches, habillements, chapeaux, porcelaines.

Par Bridger & Marks—au No 38 de la rue de Chartres, habillements, de saison, lingerie, chapeaux, sacs, &c.

Par B. Turpin—à son magasin d'encan, coin de rue, vaisselle, un barrique et en caisses, whisky, madère, sherry, porto, &c. Aussi, pour cause une consignation, 64 balles de blanc, Geo. Yeager.

Par O. Vaissier—au coin de l'hospitalière, pain moulé.

Par R. Brown & Co—au coin de Carondelet, vente régulière de balais en feuilles.

Par Montgomery, Brun & Co—au comptoir de P. Lizer, beaux chevaux et mulets.

☞ Achetez vos cadeaux chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée.

ATTENTION!

☞ Propriété améliorée de valeur à vendre par le Shérif.

Nous appelons l'attention sur la vente à l'encan qui aura lieu aujourd'hui à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif, de trois terrains contigus avec les belles et si enviées améliorations qui s'y trouvent, situés rue Ste-Madeleine entre celles Grevier et Perdido, Premier District.

Voir aux annonces.

ATTENTION!!

L'attention du commerce est appelée sur la vente à l'encan pour clore une faillite, de Geo. Yeager & PALE ALE, qui doit avoir lieu aujourd'hui à 10 heures et de, rue A. M., au magasin No 55 rue Vieille-Levée, par le ministère de B. Turpin, encanteur.

Un conseil indirect.

L'homme porté souvent des jugements plus sains sur les affaires de ses voisins que sur les siennes propres. Chacun de nous se laisse plus ou moins aveugler par l'intérêt, les préjugés, ou l'esprit de parti, car les petites faiblesses inhérentes à notre pauvre espèce humaine nous font souvent errer sur la conduite que nous avons à tenir dans les circonstances difficiles. Il est donc bon de recourir quelques fois aux lumières d'un juge désintéressé pour savoir quelle est la bonne voie. Comment reconnaître, par exemple, si le presse du Sud est dans la vrai quand elle conseille aux populations, dont elle est l'organe, de rester inébranlables dans leur attitude d'expectative jusqu'à ce que leurs droits constitutionnels soient reconnus par la majorité arbitraire et despotique qui siége à Washington? Ses conseils peuvent être dictés par d'excellentes intentions, mais ils peuvent être le résultat d'une erreur de jugement. Il nous faut donc chercher, en dehors du cercle des journalistes du Sud, quelque avis désintéressé qui nous éclaire sur cette grave question. Cet avis nous le trouvons dans un des derniers numéros de la *Tribune* de New York. C'est un bien petit paragraphe, mais il contient un enseignement précieux dont le Sud ne doit pas manquer de faire son profit. Il est conçu en ces termes :

La nouvelle adresse hongroise à l'Empereur d'Autriche, que nous publions aujourd'hui, est un document qui mérite d'être attentivement lu. Il y a eu rarement, en Europe, de plus habiles plaidoiries en faveur du droit constitutionnel contre l'absolutisme primer. Cette adresse suffit pour justifier la popularité illimitée de son auteur, M. Deak. Les télégrammes transatlantiques nous ont déjà informés que le vote dans les deux Chambres en faveur de son adoption a été presqu'unanime. *Une nation qui peut se relever autour d'un pareil étendard est sure de finir par gagner sa cause.*

Pour bien apprécier la valeur de l'approbation donnée par le journal de M. Greeley, à la conduite de la Hongrie, il faut rappeler la situation de ce pays. La cause, comme dans le Sud des Etats-Unis, il y a eu une tentative infructueuse de sécession, et depuis la soumission de la Hongrie par le droit de sabre, en 1849, la question de reconstruction est restée pendante.

La Diète hongroise a refusé constamment d'accepter des compromis qui la laisseraient exposée aux caprices arbitraires du gouvernement central, ce qui anéantirait les droits constitutionnels des populations qu'elle représente. Elle soutient que la guerre n'a rien changé au droit sacré qui régit les relations de cette section avec la couronne d'Autriche, et elle ne cesse de réclamer l'application de ce droit. L'écrivain de la *Tribune* a-t-il bien médité sur les deux paragraphes suivants de l'adresse :

Majesté impériale royale apostolique,

Lorsque, dans notre dernière et très humble Adresse, nous avions prié de nouveau Votre Majesté très respectueusement de vouloir bien rétablir, dans toute leur intégrité, la pragmatique sanction violée par la Constitution octroyée par celle-ci, mais suspendue par un pouvoir absolutiste ; lorsque nous avons exposé à Votre Majesté que, sans l'accomplissement de cette promesse solennelle et dûment sanctionnée par la pragmatique sanction, la Constitution, mais n'avait pas pu être mise en vigueur, nous n'avions pas le droit de faire aucune démarche décisive quelconque en vue de réaliser l'arrangement désiré. M. Greeley applaudit au langage de la Diète, et il admire l'unanimité avec laquelle l'adresse a été adoptée. « Une nation, déclare-t-il, qui se relève autour d'un pareil étendard, est sûre de finir par gagner sa cause. »

Eh bien ! les législateurs du Sud ont été aussi unanimes que la Diète hongroise pour repousser les modifications proposées à la Constitution ! Elles sont unanimes à réclamer l'exercice des droits constitutionnels de leurs États. Et cependant, depuis six années que durent les luttes du Sud, c'est la Constitution des États-Unis, édifiée autour d'un pareil étendard elles peuvent être certaines de gagner finalement leur cause ! C'est l'organe le plus important des partis radicaux qui nous l'assure et nous devons le remarquer d'autre différent notre conviction et remarquer notre espérance dans le triomphe final de la cause du droit et de la justice.

Cette prédominance absolutiste a été précisément remise à un moment où nous avions demandé avec la Diète le rétablissement de notre Constitution et où nous l'attendions, comme l'espérait la Diète ; à ce moment où, conformément à la teneur de notre Adresse de Votre Majesté, nous croyions que notre Constitution mutuelle, bien que plus tôt possible et qu'elle régime comme intentionnellement arrêté, devait faire dans les autres pays de Votre Majesté. Elle n'a pas été réalisée comme proposition d'un gouvernement responsable, dont la force obligatoire dépend de l'adoption légale du pays qu'elle concerne, mais comme une loi qui doit être exécutée immédiatement, dont toutes les parties sont obligatoires dans les conséquences s'étendent aussi à l'avenir.

N'y a-t-il pas une analogie frappante entre la conduite du Congrès fédéral à l'égard du Sud, et celle de l'Empereur d'Autriche envers ses sujets hongrois ? Les rébelles ne subsistent-ils pas les mêmes prétextes arbitraires aux exceptions constitutionnelles ? Et à l'égité ? Aussi longtemps que le Sud sera « placé en dehors de la Constitution » a-t-il le droit de faire une démarche décisive quelconque en vue de réaliser l'arrangement désiré ? M. Greeley applaudit au langage de la Diète, et il admire l'unanimité avec laquelle l'adresse a été adoptée. « Une nation, déclare-t-il, qui se relève autour d'un pareil étendard, est sûre de finir par gagner sa cause. »

Eh bien ! les législateurs du Sud ont été aussi unanimes que la Diète hongroise pour repousser les modifications proposées à la Constitution ! Elles sont unanimes à réclamer l'exercice des droits constitutionnels de leurs États. Et cependant, depuis six années que durent les luttes du Sud, c'est la Constitution des États-Unis, édifiée autour d'un pareil étendard elles peuvent être certaines de gagner finalement leur cause ! C'est l'organe le plus important des partis radicaux qui nous l'assure et nous devons le remarquer d'autre différent notre conviction et remarquer notre espérance dans le triomphe final de la cause du droit et de la justice.

OPÉRA ITALIEN. — Madame Tossoni a fait hier son adieux au public de l'Opéra dans la *Somnambula*. Elle s'est surpassée elle-même, et elle a chanté avec autant de brio dans le premier acte qu'elle a mis d'âme et d'expression dans son grand air du troisième acte. Elle a exécuté plusieurs vocalises d'une façon très brillante : elle excelle surtout dans l'art de filer les sons, et elle soutient la note avec une justesse et une pureté remarquables. Cette dernière soirée laissera d'agréables souvenirs aux administrateurs de cette contrariété dont le talent a contribué pour une si large part aux succès de la troupe de M. Bouscaret. M. Fabbri a chanté d'une façon fort touchante le rôle d'Elvino.

Ce soir, on donne la troisième et dernière représentation de *Ione*, grand opéra de Petrella, chanté par Mmes Cattinari, Gabriele, et MM. Bouxil, Strezzi et Rocco. Le succès de cet ouvrage ne peut qu'aller *crescendo* : il faut l'entendre plusieurs fois pour bien en apprécier les beautés.

Vendredi, pour la représentation de clôture au bénéfice de Mme Cattinari, la première forte chanteuse, on donnera *Linda di Chamounix*, dont le sujet est tiré de *la Grâce de Dieu*.

SÉRÉNADE A MME RISTORI. — Hier, à minuit, une charmante sérénade a été donnée à la grande tragédienne, madame Ristori, à l'hotel St. Louis, par un certain nombre de résidents de notre ville appartenant à diverses nationalités. Un excellent orchestre de trente musiciens, dirigé par Carlo Patti, a exécuté d'une façon brillante un heureux choix de morceaux empruntés aux principaux opéras des grands maîtres. Madame Ristori qui aime la musique, comme toute italienne, a paru prendre le plus vif plaisir à écouter la sérénade. Elle a reçu ses visiteurs avec une grande affabilité et a exprimé en termes fort aimables ses remerciements du compliment flatteur dont elle était l'objet. Elle paraît enchantée d'être venue à la Nouvelle-Orléans, ville qui ne figurait pas d'abord dans le programme de son itinéraire. Nous espérons que l'accueil du public, tout à l'heure, la confirmera dans la bonne impression qu'a produite sur elle son arrivée dans la ville du Croissant.

CÉLÉBRATION D'ANNIVERSAIRE. — C'est aujourd'hui mardi 12 du courant, que les anciens élèves et les chevaliers du collége Dubreuil célébreront, à la salle de lecture de l'établissement, le soixante-dixième anniversaire de la fondation de cette institution. Cet anniversaire promet d'être des plus brillants. Les discours, les poésies d'une circonstance aussi solennelle, ne manqueront pas. Nous espérons que la salle de lecture sera trop petite pour contenir la foule qui voudra assister à cette fête. Nous avons déjà parlé de cette cérémonie qui intéresse à un très haut degré la partie de notre population qui s'occupe plus spécialement d'affaires commerciales, et nous croyons devoir y revenir aujourd'hui pour rappeler la réunion préparatoire de ce soir.

PHARMACIE NOUVELLE. — On verra par une annonce insérée plus loin que le Dr. Escoubas vient d'ouvrir, rue Poydras No. 267, près du nouveau marché, une pharmacie qu'il surveillera personnellement lui-même, sans négliger pour cela sa nombreuse clientèle, et tout en donnant des consultations gratuites de midi à deux heures de l'après-midi. Une bonne nouvelle pour le quartier qui avoisine le Nouveau Marché Poydras. Le savoir et la grande expérience du Dr. Escoubas garantissent aux personnes qui auront besoin de son ministère un judicieux traitement et une excellente médication.

MASQUES ET DOMINOS. — Au moment où nous voyons la gaieté voiles dans la saison des bals masqués, nous croyons utile de rappeler que la Grotx a un magnifique assortiment de costumes de la plus grande fraîcheur, qu'elle a rapporté de Paris. On trouvera à son magasin, rue Conti, No 23, un grand choix de masques et de costumes de tous genres. Avis à la jeunesse.

L'ÉMEUTE DU 30 JUILLET.
RAPPORT DE LA MINORITÉ DU COMITÉ.

Washington, 10 février.—Le rapport de la minorité du comité sur l'émeute de la Nouvelle-Orléans remplit 5 pages de manuscrit. Il sera présenté aujourd'hui à la Chambre et aura sans doute un grand poids par les faits et les arguments qu'il contient. En voici la substance :

Il pronve d'abord que la soi-disant convention était complètement en dehors de toute forme légale ou constitutionnelle. Il établit, d'une façon indubitable, que Boutwell, Kelly, Stevens, Grinnell, Phelps et Morrill ont connu les plus radicaux et aux membres des nègres de tenir la convention, sous regard à ces faits. Les témoignages de Dudley, Beardsley et Wagner prouvent aussi que la fameuse révolutionnaire de tenir la convention a eu son origine au Congrès. Herniand, Hahn et Dudley ont déclaré dans leurs dépositions qu'on clairement promise le caractère modéré du discours fait par les radicaux et les hommes de la section 4 du 2e district. L'intervention de James Boyden et du colonel Smith a de montré qu'on n'était disposé de ne soumettre les mesures qu'adopterait la convention qu'aux radicaux, à un caractère modéré. Le témoignage de Nathaniel Pace, examiné au point de la détermination des conventionnels, prouve que, dans toute l'étendue de l'opération, ils ont agi dans l'esprit des citoyens, la seule que les membres du Congrès aient reçu. Le général Hurlbut, reproduit une conversation à ce sujet avec Wardmuth, Hooper, Paindex et M. Keo, marshall actuel des États-Unis, qui établit complètement le fait.

Le général Benton dépose sur les harangues incendiaires qui ont circulées parmi les ouvriers radicaux et atteste que leur effet a été désastreux dans l'esprit des citoyens sur la scène que les incendiaires auraient pu faire à ce sujet. Le général Banks, Brooks et O'Donnell, témoignent, du reste, exactement de la procession nègre et de l'institut. La cruauté et la brutalité de l'émeute sont également admises et elle était, pour ainsi dire, inévitable. Plusieurs membres de la police sont représentés comme ayant été tués ou blessés dans la lutte. Le colonel Adams, chef de police, est particulièrement loué. L'émeute est donnée comme ayant été complétée par les autorités civiles longtemps avant l'arrivée des troupes.

La conduite du général Baird est conformée sous deux points de vue, spécialement pour avoir refusé d'interposer dans les opérations à prendre pour empêcher l'émeute, qu'il avait d'abondantes raisons pour prévoir, et ensuite, pour l'impardonnable négligence qu'il a montrée en ne prenant pas les précautions militaires nécessaires pour étouffer les troubles à leur début.

La conduite du gouverneur Wells paraît sous un jour très peu flatteur. Celle du lieutenant-gouverneur Voorhies est particulièrement approuvée et appréciée. La conduite tenue par le Président est regardée comme ayant été constitutionnelle, juste et réfléchie ; et le sentiment du peuple en général et sa conduite en portant des circonstances aux places, est chaleureusement défendue et représentée comme naturelle et justifiable.

Les histoires sur les proscriptions commerciales et sociales à cause d'opinions sectionnelles, sont démontrées entièrement fausses—sans aucun autre fondement que ce qui peut provenir d'une imagination fertile et non scrupuleuse.

Leaumont, Darrell, Thrard, Abell, Crawford et Isley, tous témoignent que les Unionistes et toute autre personne recherchant simplement justice dans ces cours, et que les Unionistes sont parfaitement en sureté, aussi en sureté que qui ce soit dans le monde, sans aucune protection militaire.

Les conclusions générales du rapport sont que l'émeute a été purement locale et n'offre aucune sorte de preuve de désaffection envers le gouvernement général, qu'il n'a pas été nécessairement injuste de tenir l'État de la Louisiane pour responsable de tels événements, et d'abroger son gouvernement civil tel qu'il est maintenant en opération, et de le remplacer par un autre plus stable provisoirement, jusqu'à ce qu'une convention loyale et bonchérie jusqu'à ce qu'enfin il y eut deux cents personnes tuées ou blessées.

Dix hommes de plus furent blessés ; aucun grièvement. Aucun d'eux ne fut tué. Si la convention eut été armée ou si les hommes de couleur eussent été appelés à l'aide pour protéger la convention, je ne sais où eût différé. L'émeute ne fut pas un accident ; le maire avait pris la détermination de disperser la convention. Le comité dresse la liste, comme il a fait pour celle du Président au lieutenant-gouverneur Voorhies, qui assurait à ce dernier de l'appui présidentiel dans l'action proposée. Le Président continuera pour avoir neglige le gouverneur qu'il savait être un homme loyal. Il s'adressait au lieutenant gouverneur et à l'avocat général comme pour le savoir par écrit. Il ordonna de faire observer et en donnant des instructions qui furent exécutées ainsi que le lieutenant-gouverneur à l'avocat général les comprenaient, c'est-à-dire mettre la force militaire du côté du maire en arrêtant les membres de la convention. Le Président connaissait la situation des choses en juillet ; il savait que les nègres étaient des hommes déjoyaux, qui avaient constitué l'élection de Mélrose ; il savait que ces hommes composaient principalement la police ; il savait que le maire Monroe, rebelle non pardonné, était suspendu par l'autorité militaire. Il avait subséquemment pardonné, et devait connaître les antécédents rebelles de Wagner et de Herron ; il savait qu'on craignait une émeute et une effusion de sang ; il savait que des ordres militaires étaient en force ; il savait que la connaissance du secrétaire de la guerre ou du général de l'armée, il donna par le télégraphe des ordres pour forcer les soldats à rejoindre leurs commandants, les hommes loyaux pendant la guerre.

Le comité discute longuement le droit du Congrès de légiférer pour mettre la Louisiane sous le contrôle des hommes loyaux ; l'autorité militaire doit donner jusqu'à ce que le peuple de la Louisiane adopte une constitution assurant la paix à la république et reconnut la sanction de la première élection qui aura lieu. Il devra avoir les mêmes qualifications que le gouverneur et aura les droits et les pouvoirs des représentants de territoires qui sont maintenant à la Chambre.

Onzième. — Toutes les lois maintenant en force en Louisiane, en harmonie avec cet acte et avec les lois des États-Unis resteront en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient rappelées ou modifiées, pourvu qu'aucun individu ne puisse servir comme juré ni comme électeur. Pour cet acte, toutes dépenses incidentes à l'administration d'un gouvernement provisoire, seront collectées et payées comme cela se pratique aujourd'hui pour le service du gouvernement actuel.

New York, 11 — Coton, un peu plus ferme, à 33 et 33 1/4 pour le Midd. Upl.

Arrivés : L'Australasian, de Liverpool ; l'Eldorado, de la Nlle-Orléans à Liverpool ; le Carolite, à Gibraltar ; le navire Swift, pour Bristol et Queenstown, avec pertes de voiles et le gouvernail rompu.

Sterling, 60 jours, baisse. Sterling, 108 1/2 à vue. 109 1/4. Or, 136 3/4.

San Francisco, 9.—Le Golden Age est parti aujourd'hui avec $800,000 en or et 3,000 barils de farine.

New-York, 11—La Bavaria expédiée d'ici pour le Havre a rencontré les Danoises. 170 des passagers ont été amenés par le navire Resolute.

Des dates de Panama du 1er, disent que le consul américain Little est mort de la fièvre jaune. La fièvre était à bord de steamer Johnstown. La ville était infestée par le fléau. L'épidémie était de plus en plus violente à Aspinwall.

Le rapport du rapport approuvé par l'Académie de Médecine de Paris.]

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Washington, 11.—Voici le résumé du rapport de MM. Elliott et Shellabarger. Ils ont été nommés le 10 décembre et ont commencé ici l'interrogatoire des témoins dans la Louisiane le 18. Ils ont continué à la Nouvelle-Orléans le 22 décembre et l'ont terminé le 3 janvier. Ils ont repris le 14 janvier et l'ont terminé le 26 février. Ils ont interrogé 179 témoins, dont 47 ont comparu devant eux sur requête à la Nouvelle-Orléans. Nous insérons ce matin le rapport de la salle de l'Institut à la prison, bien qu'il reçut plusieurs coupe portés par d'autres hommes de police à sept de tomber sur les mains qui le saisirent. Il y eut d'autres exemples de débonnairité donnés par la police, mais ces cas furent exceptionnels. La police et la populace, dans une similaire occasion, ont commis plus de boucherie jusqu'à ce qu'enfin il y eut deux cents personnes tuées ou blessées.

Dix hommes de plus furent blessés ; aucun grièvement. Aucun d'eux ne fut tué. Si la convention eut été armée ou si les hommes de couleur eussent été appelés à l'aide pour protéger la convention, je ne sais où eût différé. L'émeute ne fut pas un accident ; le maire avait pris la détermination de disperser la convention. Le comité discute la question, savoir si, en présence du Président au lieutenant-gouverneur Voorhies, qui assurait à ce dernier de l'appui présidentiel dans l'action proposée. Le Président continua pour avoir négligé le gouverneur qu'il savait être un homme loyal. Il s'adressait au lieutenant gouverneur et à l'avocat général comme pour le savoir par écrit. Il ordonna de faire observer et en donnant des instructions qui furent exécutées ainsi que le lieutenant-gouverneur à l'avocat général les comprenaient, c'est-à-dire mettre la force militaire du côté du maire en arrêtant les membres de la convention. Le Président connaissait la situation des choses en juillet ; il savait que les nègres étaient des hommes déjoyaux, qui avaient constitué l'élection de Mélrose ; il savait que ces hommes composaient principalement la police ; il savait que le maire Monroe, rebelle non pardonné, était suspendu par l'autorité militaire. Il avait subséquemment pardonné, et devait connaître les antécédents rebelles de Wagner et de Herron ; il savait qu'on craignait une émeute et une effusion de sang ; il savait que des ordres militaires étaient en force ; il savait que la connaissance du secrétaire de la guerre ou du général de l'armée, il donna par le télégraphe des ordres pour forcer les soldats à rejoindre leurs commandants, les hommes loyaux pendant la guerre.

Le comité discute longuement le droit du Congrès de légiférer pour mettre la Louisiane sous le contrôle des hommes loyaux ; l'autorité militaire doit donner jusqu'à ce que le peuple de la Louisiane adopte une constitution assurant la paix à la république et reconnut la sanction de la première élection qui aura lieu. Il devra avoir les mêmes qualifications que le gouverneur et aura les droits et les pouvoirs des représentants de territoires qui sont maintenant à la Chambre.

Onzième. — Toutes les lois maintenant en force en Louisiane, en harmonie avec cet acte et avec les lois des États-Unis resteront en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient rappelées ou modifiées, pourvu qu'aucun individu ne puisse servir comme juré ni comme électeur. Pour cet acte, toutes dépenses incidentes à l'administration d'un gouvernement provisoire, seront collectées et payées comme cela se pratique aujourd'hui pour le service du gouvernement actuel.

New York, 11 — Coton, un peu plus ferme, à 33 et 33 1/4 pour le Midd. Upl.

Arrivés : L'Australasian, de Liverpool ; l'Eldorado, de la Nlle-Orléans à Liverpool ; le Carolite, à Gibraltar ; le navire Swift, pour Bristol et Queenstown, avec pertes de voiles et le gouvernail rompu.

Sterling, 60 jours, baisse. Sterling, 108 1/2 à vue. 109 1/4. Or, 136 3/4.

San Francisco, 9.—Le Golden Age est parti aujourd'hui avec $800,000 en or et 3,000 barils de farine.

New-York, 11—La Bavaria expédiée d'ici pour le Havre a rencontré les Danoises. 170 des passagers ont été amenés par le navire Resolute.

Des dates de Panama du 1er, disent que le consul américain Little est mort de la fièvre jaune. La fièvre était à bord de steamer Johnstown. La ville était infestée par le fléau. L'épidémie était de plus en plus violente à Aspinwall.

Le rapport du rapport approuvé par l'Académie de Médecine de Paris.]

Législature de la Louisiane.

Séance de lundi 11 février.

SÉNAT.—M. Burke présente plusieurs rapports dont un est favorable à un acte relatif aux cautions judiciaires, un autre est favorable à un acte rappelant un acte autorisant certaines personnes à construire un canal pour bateaux à vapeur de la baie de Vermillion à la Saline ; un troisième est favorable à un acte pour amender la soixante section d'un acte relatif à l'adoption des enfants ; un quatrième est défavorable à un acte pour amender un acte relatif aux personnes emprisonnées pour dettes.

M. Fellows du comité sur le commerce, fait un rapport favorable à un acte pour amender la charte de la Nlle Orléans et de la compagnie du chemin de fer de Carrollton.

M. Doolie lit un extrait du rapport du receveur de l'enregistrement des terres publiques, extrait où il est dit que 1-60,000 arpents de terres marécageuses auraient pu être vendus dans la paroisse de Catcasieu à une époque bien récente, si un sous-agent compagnie du canal de la Louisiane et du Texas n'avait, sous l'acte mentionné, le privilége d'acheter presque toutes les terres marécageuses dans l'État à 25 cents par arpent 10 ans de date de la vente. Ni cet acte était constitutionnel il enlevait à l'État une bien belle fortune d'argents. L'avocat général de l'État a soutenu que l'acte était inconstitutionnel et il a prié les mesures nécessaires pour le faire annuler. La compagnie a négligé la clause de la première section de ce bill, en transformant 15 pieds de la levée à celle en canal.

Des bons précieux sont compris dans des terres qui appartiennent à l'État, et pour empêcher ce bon profiter d'enregistrement des terres recommande le passage d'un acte à cet effet.

M. Hough parle longuement contre le rappel de l'acte, le fondant sur ce que les parts avaient acquis des droits à l'acte par conséquence. Il est, selon lui, l'acte est constitutionnel, et il ne l'est pas, c'est aux cours de justice à en décider. Cette dernière, dit-il, a déjà déclaré que l'acte concédé à la compagnie cinq millions d'acres de terre.

Il faut se rappeler que ce bill avait passé à la dernière session de la Législature, mais que le gouverneur, qui se fondant sur les mêmes motifs que M. Hough, avait renvoyé l'acte en le désapprouvant.

M. Poché flémontre l'inconstitutionnalité de l'acte par les déclarations mêmes de M. Hough. La compagnie, en effet, n'avait pas accompli les clauses de l'acte.

M. Foute parle dans le même sens. Il est interrogé par M. Hough qui avec la permission du Sénat appelle la résolution concernant l'achèvement du Nouveau Canal. Adopté finalement et envoyée à la Chambre.

Le Sénat suspend sa séance pour se rendre dans la salle des Représentants, afin d'être un scrutateur. Après un balottage sans résultat le Sénat revient et s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.—76 membres sont présents.

Par M. Chinn—Une résolution jointe pour changer l'orthographe du nom d'un membre, lettres dédaignées et de faire un rapport sur cet levier. Adopté.

Par M. Murray—Une pétition des orphelins du District. Référée.

M. Jones, président du comité de finances, présente un rapport.

M. Green présente un rapport du comité des travaux publics et demande l'adoption d'une résolution qui chargera l'ingénieur d'État d'exécuter la levée du Nouveau Canal et d'indiquer les frais probables que l'élargissement de ce bassin exigerait. Adoptée.

Par M. Tucker—Un acte relatif au réclamations des vainqueurs immédiats contre la succession des morts et des tuteurs. Référé au comité judiciaire.

Par M. Phillips—Un acte de secours pour la maison de refuge de Toure. Référé.

Par M. O'Connell—Un acte supplémentaire acte pour l'assainissement de la ville de la Nlle Orléans.

Par M. Williamson—Un acte relatif à l'hypothèque des femmes.

Un acte pour amender l'acte relatif aux placements des fonds des mineurs.

Par M. Green—Un acte relatif aux domiciliaires.

M. Phillips—Un acte pour autoriser la formation d'une compagnie d'assurance pour l'agriculture. Référé au comité judiciaire.

M. Fishburn, appelle le bill de secours pour Lazie des Sieurs Jackson, allouant $4,091. Passé et envoyé au Sénat.

M. Sanbidle, du comité spécial, a fait un rapport favorable à un acte relatif aux conditions de capacité des recorders.

M. Sautord appelle le bill du Sénat No 72 relatif au secrétaire d'État d'Alexandrie. Passé.

On discute le bill de M. Dubuclet au sujet du pechement et autres travaux nécessaires pour la protection des levées de l'État.

Le bill est ajourné.

Bulletin pour l'élection d'un Sénateur des États Unis.

Le Sénat entre dans la salle pour procéder conformément à la loi à l'élection à la susdite élection. Voici le résultat du balottage :

Henry Boyce 37 votes,—Henry Gray 30,—Charles Gayarre 29,—Duncan Kenner 29.—Total : 125. Nombre nécessaire pour un choix 63. Pas d'élection. La Chambre s'ajourne au lendemain.

GUERLAIN,
PARFUMEUR,
Paris, 15 rue de la Paix, Paris.

BULLETIN FINANCIER.

Lundi soir, 11 février.

Le marché général a été assez animé, mais il y a peu d'articles qui aient varié. La mère est en mélasse ont été en demande à des prix plus fermes. Le mouvement a été considérable dans les produits de l'Ouest ; la main d'œuvre est améliorée. La bonne demande de coton a permis aux facteurs de se montrer plus exigeants ; les transactions de la campagne ont été plus importantes, et le sentiment est beaucoup qu'il augmentera le changement de change sur place.

Le numéraire est très restreint dans le numéraire ; la baisse de New-York a eu un contre-coup ici. L'or a ouvert nominalement à 136 1/4 à 136 1/2 contre 137 à 137 1/4 samedi soir, et, après quelques transactions, a fini à 136 1/2 à 136 3/4. Il ne s'est fait qu'une vente au Board de midi : $10,000 à 136 1/4 ; au dehors, $40,000 à 135 7/8, $1,000, $5,000 et $10,000 à 136, $1,500 et $20,000 à 136 1/4, $10,000, $12,000 et $20,000 à 136 3/8, $10,000 à 136 1/2 et $10,000 au même taux.

Dans l'argent, $500, en pièces américaines, à 133 et $1,800 à 133 3/4. Les pièces mexicaines valaient 137 à 137 1/2 sur les comptoirs.

Le change étranger a trouvé fort peu d'acheteurs et les rouvrent subi l'influence de la baisse de l'or. Les offres étaient assez nombreuses, mais les marchandises étaient de nature à décourager la majorité des courtiers. Les ventes de sterling (aux banques et aux banquiers), comprennent : 6,000 livres, à 109 1/2 pour banquiers et clearing à 144 à 145, 5,000 livres clear à 145, 4,500 livres No 1 à 145 1/2, 9,000 livres à 145 1/2 et 146, 10,000 livres à 145 5/8, 25,000 livres à 145 1/2 à 146 et une petite somme à vue à 146.—Dans les francs, 100,000, en change commercial No 1, et 3 91 1/4, 30,000 à 3 90, 100,000 au même taux, 50,000 à 5 22 1/2.—Dans sterling pour être coté nominalement à 144 à 144 1/2 les traites commissionnées, 145 1/2 le No 1 et la première qualité, et 146 1/2 le change de banque ; les francs, à 3 87 1/2 à 3 90 le commercial No 1 et 3 85 à 3 82 1/2 le change de banque.

Le change américain est resté calme et faible. Les banques ont tiré sur New York à 1/2 d'escompte ; d'autres étaient disposés à tirer, pour 30 jours, à 1/4 d'escompte. Le demande a été faible sur les comptoirs.—Il y avait peu de change commercial ; les ventes comprennent : $150,000 sur New York, à vue, à 2 1/2 à 3/4 d'escompte, $50,000 à 5 jours à 9 1/4, $40,000 et $100,000 ditto à 5/8, $50,000 au même taux, $50,000 à 3/4, $20,000, à un jour, au même taux, $25,000, à cinq jours au même taux, $5000, à quinze jours, à 1/4, $40,000, à vingt jours, à 1 1/4, $15,000, à trente jours, à 1 3/4, $10,000 ditto à 1 1/2 et une forte somme ditto à 1 3/4. Les cours du change commercial à vue ont été de 5/8 à 3/4 d'escompte.

Les actions ont été plus recherchées. On a vendu, au Board de midi, 60 du chemin de fer des Opelousas à $6 50 ; 44 du chemin de fer de Carrollton à $57 25 ; 15 ditto à $57 25 ; 10 de la Compagnie de chemins de fer de la ville à 82 1/2 ; 50, 194 de la banque de l'État de la Louisiane à $35 25, 75 de la banque du Canal à $58 75, 125 du chemin de fer de Jackson à $84 50 ; 140 de la banque de la Louisiane à $100, et 40 de la banque des Marchands à $25 75. Au dehors 100 de la banque de l'État de la Louisiane à $35 25 ; 50 ditto à $35 50 ; 50 du chemin de fer des Opelousas à $6 75, 50 ditto à $7, à livrer dans trois jours.

Les bons de la ville ont été négligés ; il ne s'en est point vendu. Les consolidés sont cotés à 79 à 81 1/2 et les émissions en faveur du chemin de fer à 80 à 82 1/2, suivant les coupons. "Les sixes" de la Louisiane sont cotés à 68 à 70, les bons du chemin de fer de Jackson, première hypothèque, à 80 à 82 1/2 ; les bons du chemin de fer des Opelousas, première hypothèque, avec huit coupons échus, à 64 à 66.

$9,000 en billets du trésor de 1863 ont été vendues à 91 1/2 à 91 3/4.—Les billets de la banque de la Louisiane sont cotés à 60 à 62 1/2 et les billets du trésor de l'État à 93 1/2 à 94 1/2 cents.

BULLETIN COMMERCIAL

BUREAU DE L'ABEILLE.

Lundi, 11 février 1867.

COTON—La demande a été fort active, ce matin, à l'ouverture du marché et elle a gardé la même animation durant toute la journée. Les stocks offerts étaient de nature à suffire aux demandes de toute espèce et la plupart des acheteurs disposés à vendre, mais en tenant généralement des prix plus élevés. Malgré cela, les acheteurs se sont avancés avec un entrain qui ne s'est pas un seul instant démenti et ont pris 7000 balles, dix-sept courtiers ayant pris part aux affaires. Les prix ont actuellement fermés et tranquille, la principale particularité ventes s'étant opérée aujourd'hui a été l'avance de 1/8 supplémentaire sur toutes les qualités. Les ventes de la semaine précédente, février 28½ à 29 cts, good ordinary 26½ à 28 cts, low mid dling 30¾ à 31 — et middling 31 1/2 à 32 : nous faisons remarquer que les listes composées de bon courant ont pu se vendre de 1/8 à 1/4 au dessus de nos chiffres les plus élevés.

ETAT DU COTON.

Stock en mains le 1er sept. 1866	balles	102,082
Reçu aujourd'hui	"	891
" précédemment	"	534,529
		535,420
Expédié aujourd'hui	"	3001
" précédemment	"	139810
		442,820
Stock en mains à bord de navires non encadrés	"	401820
	"	24308
	"	215708

SUCRE ET MELASSE.—Les affaires, depuis samedi dernier, ont été peu importantes en sucre et mélasse. La demande continue à être bonne à des prix fermes et pleins et presque toutes les ventes qui ont eu lieu ont été faites à livre de s